Nouvelles locales du mercredi 6 janvier 2016

@rib News, 07/01/2016 Ï Gouvernance - Selon certaines informations, la mesure de suspension de lâ€™administrateur de la commune Mukaza cache pas mal de non-dits. Selon une source au sein du parti au pouvoir, au-delÃ des raisons officielles, la suspension par mesure dâ€™ordre de Suzanne Ndayisaba est liÃ©e Ã©galement Ã son opposition contre les assassinats des personnes opposÃ©es au troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza qui habitent dans les quartiers dits "contestataires" de la capitale Bujumbura.

Cet ancien administrateur, avait intercÃ©dÃ© Ã plusieurs reprises en faveur de jeunes hommes auprÃ¨s de la police et les agents du Service National des renseignements, des jeunes qui devaient sans doute Ãªtre tuÃ©s par la suite. Suzanne Ndayisaba aurait tÃ©moignÃ© pour plusieurs dâ€™entre eux invoquant quâ€™elle les connaissait bien afin dâ€™obtenir leur li ce qui ne plaisait pas du tout aux concepteurs de ce plan de rÃ©pression, poursuit cette mÃªme source. Elle ajoute Ã©galement que Suzanne Ndayisaba, qui est aussi une militante du parti CNDD-FDD, aurait exprimÃ© dans plusieurs rÃ©unions son refus de voir assassiner des supposÃ©s opposants au troisiÃ¨me mandat. Cette source termine en disant que le parti CNDD-FDD a voulu alors se dÃ©barrasser dâ€™elle Â pour continuer son plan machiavÃ©lique et que lâ€™Ã©limi systÃ©matique des opposants va se poursuivre et quiconque osera dÃ©noncer sera suspendue de ses fonctions comme lâ€™administrateur de Mukaza. Ï Justice - L'audience consacrÃ©e au rÃ©quisitoire dans l'affaire des prÃ©sumÃ©s putschiste s'est achevÃ©e ce mercredi soir. Dans cette affaire, certains des 28 prÃ©venus n'avaient jamais Ã©tÃ© entendus. C'est le cas du GÃ©nÃ©ral Hermenegilde Nimenya qui s'est exprimÃ© Ã la barre en affirmant que face Ã la division au sein des corps de dÃ©fense et des ordres qui Ã©taient donnÃ©s aux policiers de tuer des citoyens paisibles, il ne pouvait faire autrement. Il a ensuite demandÃ© Ã la Cour de le considÃ©rer comme un hÃ©ros et non comme un coupable. Le ministÃ¨re public a requis une peine de servitude pÃ©nale pour tous les prÃ©sumÃ©s putschistes, c'est Ã dire la prison Ã vie. L'audience s'Ã©tait ouvert avec l'intervention des parties civiles qui ont demandÃ© des dÃ©dommagements. Ainsi, un reprÃ©sentant de l'armÃ©e burundaise au nom de la Force de DÃ©fense Nationale (FDN) a Ã©tabli un dÃ©dommagement allant jusqu'Ã 793.951.900 FBU pour les armes et munitions perdues les 13 et 14 mai lors de la tentative de putsch. Il a par ailleurs demandÃ© le remboursement des frais d'enterrement pour les 9 militaires tuÃ©s durant le coup de force. Pour le ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© publique, les dÃ©dommagements qui sont pris en compte concernent la pÃ©riode du 26 Avril (date de la premiÃ¨re manifestation anti-troisiÃ¨me mandat) au 13 Mai. Le montant exigÃ© dÃ©passe les 13.5 milliards (FBU). Selon le ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© publique, le plan de renversement des institutions a dÃ©butÃ© au premier jour de la contestation. Quant Ã la radio Rema FM, elle demande 4.213.800.000 (FBU) pour la destruction de son matÃ©riel et de ses bÃ¢timents. L'affaire est mise en dÃ©libÃ©rÃ© et le verdict sera rendu le 14 janvier 2016. Ï Politique Alors que ce mercredi devraient sâ€™ouvrir Ã Arusha en Tanzanie les nÃ©gociations entre le pouvoir de Bujumbura et ses opposants, le gouvernement sâ€™est exprimÃ© officiellement ce mardi par la voix du secrÃ©taire permanent du ministÃ¨re des relations extÃ©rieures Joseph Bangurambona. Il confirme quâ€™aucune date nâ€™est jusquâ€™ici fixÃ©e pour ces nÃ©gociations entre le Gouvernement b le mÃ©diateur. Il explique que les autoritÃ©s burundaises ne peuvent en aucun cas sâ€™asseoir Ã la mÃªme table avec les putschistes de mai dernier ou ceux quâ€™il accuse dâ€™utiliser les armes pour le combattre et cette position reflÃ¨te la rÃ©solution du Conseil de sÃ©curitÃ© qui privilÃ©gie la voie du dialogue mais sans les personnes qui combattent avec des armes. Pour ce qui est du report de la date de ce dialogue inter-burundais, le MinistÃ¨re des Relations ExtÃ©rieures pense avoir Ã©tÃ© mal compris par la mÃ©diation du PrÃ©sident Museveni. Ainsi, le secrÃ©taire permanent au sein dudit ministÃ¨re a annoncÃ© que si son patron a affirmÃ© que le gouvernement sera en congÃ© jusquâ€™au 15 janvier 2016, cela signifie pas que le dialogue pourrait reprendre Ã partir du 16 janvier et que la date de reprise nâ€™a pas encore fait objet de consensus. Quoi quâ€™il en soit, le mÃ©diateur doit se convenir avec le Gouvernement sur la poursuite de ce dialogue lorsque les conditions posÃ©es trouveront des rÃ©ponses, a indiquÃ© Joseph Bangurambona. - Lâ€™opposition quant Ã ell estime que la mÃ©diation devrait programmer sans attendre les nouvelles dates.Â Pour Tatien Sibomana, son porte-parole, le dÃ©but des nÃ©gociations signifie lâ€™arrÃªt immÃ©diat des violences. Or, plus elles trainent Ã commencer, plus le gens continuent Ã Ãªtre tuÃ©s, enlevÃ©s, torturÃ©s, jetÃ©s ici ou ailleurs ou emprisonnÃ©es sans motifs valables. Le parti prÃ©cise aussi que visiblement le Gouvernement de fait de Bujumbura a intÃ©rÃªt Ã ce que le processus des nÃ©gociations soit le plus long possible car pour lui les nÃ©gociations ne sont pas nÃ©cessaires. Tatien Sibomana constate cependant que le Gouvernement est forcÃ© par la communautÃ© rÃ©gionale et internationale Ã y participer. Il attire de plus lâ€™attention mÃ©diateur dans la crise burundaise dâ€™Ã©viter de tomber dans les manipulations des institutions de Bujumbura. Ï Droit de lâ€™homme - InquiÃ©tudes Ã jabe aprÃ¨s l'arrestation de 3 hommes interpellÃ©s ce mardi matin Ã Jabe dont un certain Rich Ndereyimana. Il y a trois mois, ce dernier avait Ã©tÃ© victime d'un accident alors qu'il revenait chez lui. Ce commerÃ§ant a eu une fracture au niveau du dos et porte toujours un plÃ¢tre. Ses voisins craignent pour sa santÃ© et sa sÃ©curitÃ© et redoutent qu'il soit Ã©liminÃ© au vu de son plÃ¢tre. Ils peuvent penser que c'est liÃ© au maniement d'une arme, estiment-ils. Ï SÃ©curitÃ© - Une personne a Ã©tÃ© tuÃ©e et une autre griÃ¨vement blessÃ©e dans la nuit de mardi Ã mercredi Ã Gihang province Bubanza, sur la RN5. Des hommes en uniformes militaires ont tendu une embuscade Ã la huitiÃ¨me transversale de Gihanga, blessant griÃ¨vement une femme qui a succombÃ© aprÃ¨s quelques minutes alors que son enfant a Ã©galement Ã©tÃ© blessÃ©. Ces hommes armÃ©s et en uniformes militaires avaient Ã©rigÃ© des barricades en plei route, des barricades constituÃ©s de troncs dâ€™arbres et de troncs de bananiers. Une ambulance de lâ€™hÃ´pital de Maba provenance de Bujumbura y est arrivÃ©e, les agresseurs lâ€™ont obligÃ©e de sâ€™arrÃªter mais elle a foncÃ©, a brisÃ© la ba elle a roulÃ© Ã toute allure. Câ€™est ainsi quâ€™elle a Ã©tÃ© suivie par des balles et les victimes se trouvaient Ã bord de ce Lâ€™un des rescapÃ©s se dit Ã©tonnÃ© de voir comment les militaires qui Ã©taient proches du lieu du drame nâ€™ont pas r fut-ce que pour repousser lâ€™ennemi. Pour lui, ces malfaiteurs seraient ceux qui avaient lâ€™habitude de kidnapper des gens Gihanga.